

EPR de Flamanville : Non au démarrage

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 23 mars 2024

Depuis 2007, sur le chantier de l'EPR de Flamanville, les anomalies, les malfaçons et les erreurs de conception se sont multipliées. Dans ces conditions, il est insensé de prendre le risque de démarrer ce réacteur qui pourrait servir à la validation du programme des six premiers EPR2 dont les deux de Penly.

Manifestation antinucléaire

23 mars 2024 CAEN

Le tract d'appel à la manifestation



Appel manifestation anti EPR Caen 23 mars 2024

Des dossiers et des analyses pour se documenter :

- [« EPR de Flamanville : le fiasco industriel »](#) sur l'historique de ce projet qui accumule retards et explosion des coûts de construction,
- [« Consultation sur le dossier de mise en service de l'EPR de Flamanville »](#), état des lieux toujours actuel des raisons de s'y opposer.

Le tract d'ENSEMBLE! et nos argumentaires sur le nucléaire



Nucléaire : Macron et son gouvernement ont choisi la fuite en avant : Poursuite, bien sur, du chantier EPR à Flamanville malgré les failles de sécurité, les coûts et les délais qui explosent. Poursuite du projet d'enfouissement des déchets à Bure. Relance d'un programme électro-nucléaire d'ampleur. Après avoir manœuvré à Bruxelles pour faire entrer le nucléaire dans la « taxonomie verte » de l'Union Européenne (la classification des activités économiques sans impact environnemental ni sur le climat) et en ayant fait voter la loi d'accélération du nucléaire, le gouvernement annonce clairement la couleur : une première série de 6 EPR de « nouvelle génération » (EPR 2) pour 2035, avant 8 autres à l'horizon 2050, sans compter le développement de multiples « petits réacteurs modulaires » (réacteurs SMR).

Dernière information en date : la centrale de Civaux (Vienne) servira à produire du tritium pour la fabrication d'armes nucléaires ! C'est la preuve qu'il n'y a pas de frontière entre nucléaire civil et nucléaire militaire alors que se développe une dangereuse banalisation des armes atomiques et du chantage à la guerre nucléaire.

LES DEUX FACES D'UNE MEME REALITE

Aucun débat réel n'a eu lieu dans le pays sur ce que sont les besoins énergétiques et la façon dont les citoyens et citoyennes choisissent d'y répondre ! Ou'il soit civil ou militaire, il n'y a pas de nucléaire démocratique : La dangerosité des technologies, les risques de dissémination de matières radio-actives, l'usage criminel qui peut en être fait, en font un domaine où régnent le centralisme et le culte du secret. Que ce soit pour les choix énergétiques ou les choix de défense, les décisions sont prises sans débat public, sans consultation de la population et sous l'influence de la technocratie et des lobbies industriels capitalistes.

LA LANCINANTE QUESTION DES DECHETS

Par centaines de milliers de tonnes, ils s'accumulent et on ne sait toujours pas les rendre inoffensifs. Le prétendu "traitement" est une escroquerie qui ne réduit ni le volume, ni la dangerosité des déchets. Quant à l'enfouissement, c'est "cacher la poussière sous le tapis", léguer un cadeau empoisonné et mortel aux générations futures. Parce qu'il est irresponsable de tabler sur ce que pourrait faire la science dans un avenir incertain, la meilleure façon de gérer les déchets nucléaires, c'est de ne pas en produire!

UN CHOIX ÉCONOMIQUEMENT ET SOCIALEMENT INACCEPTABLE

Le programme électro-nucléaire de Macron est lancé sans qu'aient été pris en compte les coûts comparatifs du nucléaire et des énergies renouvelables :

Avant même que la première pierre du premier nouvel EPR2 ait été posée, EDF a reconnu que les délais de construction et les coûts prévisionnels annoncés étaient déjà dépassés ! La filière nucléaire absorbe des sommes colossales qui seraient mieux employées pour une véritable politique d'économies d'énergie, de diversification des sources de production et de développement des énergies renouvelables; une politique énergétique qui privilégie la déconcentration de la production, l'équilibre des territoires et l'emploi local.

L'ENERGIE, BIEN COMMUN DE L'HUMANITE

La fracture énergétique s'accroît entre riches et pauvres, entre Pays du nord et Pays du sud. Le mode de production capitaliste, par le gaspillage de l'énergie qu'il induit, contribue aux dérèglements climatiques. Il est urgent, pour la survie même de l'humanité, de promouvoir un autre type de Société fondée sur une politique énergétique économe et autonome, la sobriété et l'efficacité énergétiques, le partage équitable de l'accès à l'énergie. Il est urgent de soustraire ce secteur aux appétits privés et de le nationaliser sous contrôle populaire, base d'un grand service public renouvelé de l'énergie

Un an après que l'Assemblée Nationale ait repoussé son projet de fusion de l'Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN) – le gendarme des centrales – et de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), chargé de l'expertise technique, le gouvernement est revenu à la charge. Malgré l'opposition des salariés et de leurs syndicats, il a fini par faire voter la fusion (à une voix près grâce au vote d'une majorité de députés LR). Une véritable aberration !

La sûreté des installations nucléaires est primordiale. Elle nécessite l'indépendance des organismes de contrôle mais aussi un haut niveau de maintenance s'appuyant sur les compétences des personnels impliqués dans leur fonctionnement.



Pour nous contacter :
contact@ensemble-mouvement.com



Tract antinucléaire d'ENSEMBLE!

- **Le nucléaire ne sauvera pas le climat**
- **Note d'introduction sur le nucléaire**

